



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

9 rue Dulcie September – 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 – Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

27ème Sommet Afrique-France à Bamako : Le Mouvement de la Paix s'exprime !

Abstract :

« Pour la paix et un développement juste et durable de l'Afrique, il faut créer une autre relation des Etats africains et de l'Afrique avec l'Union européenne et la France, une relation fondée sur des partenariats équitables et multilatéraux et des échanges sur des bases justes et favoriser le développement d'actions solidaires et partenaires entre les peuples d'Afrique et d'Europe pour la réalisation de leurs droits économiques sociaux, culturels et politiques respectifs sur la base de la souveraineté des peuples et des Etats ».

Déclaration :

En Centrafrique, l'intervention militaire française n'a rien réglé, l'instabilité politique, économique et militaire demeure. Au Sud Soudan (Juba), la guerre continue. Dans la région des Grands Lacs, aux centaines de milliers de réfugiés, s'ajoutent les assassinats, les viols, les pillages des ressources, l'accaparement des métaux rares. Au Burundi, les réfugiés fuient l'instabilité politique en masse ; avec les assassinats et le spectre de la guerre civile (1993-2013) qui resurgit. L'insécurité persiste dans la région subsaharienne.

Malgré l'urgence des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont le but était d'éradiquer la pauvreté jusqu'à 2015, de nombreux africains vivent toujours avec moins d'un 1,25\$ par jour.

Ce dont ont besoin les peuples d'Afrique, c'est de sortir de la « *situation de pauvreté marquée par des carences cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie* », selon des indications du Programme des Nations Unies pour le développement.

Comme le soulignaient de nombreux pacifistes africains au Forum Social Mondial (FSM) : « *ce dont ont besoin les peuples d'Afrique c'est d'une autre relation des Etats africains et de l'Afrique avec l'Union européenne et la France, une relation fondée sur des partenariats équitables et multilatéraux et des échanges sur des bases justes* ».

C'est pourquoi Le Mouvement de la Paix soutient les demandes du **Forum des peuples** pour « *l'arrêt de l'accaparement des terres et la cessation des pillages des ressources naturelles de l'Afrique* ».

Ce n'est pas de plus de militaires dont ont besoin les peuples africains mais d'une sécurité alimentaire et de partenaires qui agissent pour un développement économique et social durable basé sur la volonté de raisonner l'exploitation des richesses minières et marines pour que le bénéfice revienne à tous les peuples qui y vivent. Pour favoriser de tels objectifs, la France doit respecter son engagement de consacrer 0,7 % de son PIB au développement et augmenter progressivement ce pourcentage pour favoriser des coopérations équitables et multilatérales mutuellement avantageuses.

Aussi, ce n'est pas de plus militaires dont ont besoin les peuples africains mais de coopérations de nature à résorber partout l'analphabétisme et à permettre aux jeunes africaines si dynamiques et entreprenantes

d'accéder à de hauts niveaux de qualifications leur permettant de prendre leur avenir en main.

Ce n'est pas plus de militaires ni de plus de bases militaires étrangères sur son sol dont a besoin l'Afrique mais d'une sécurité basée sur le développement, la démocratie et d'une sécurité commune construite au sein de l'Union Africaine et des Nations Unies. Dans ce cadre, la France et l'UE doivent agir pour le règlement pacifique et négocié de tous les conflits qui déchirent l'Afrique.

Le Mouvement de la Paix rappelle à cet égard que c'est la guerre conduite en Libye par l'Otan et la France sous la responsabilité de Mr Nicolas Sarkozy, en violation de la résolution des Nations Unies qui, en déstabilisant la Libye, a déstabilisé l'ensemble de la région subsaharienne à cause de l'essaimage et du développement des groupes terroristes armés dans cette région. Cette situation conduit à l'exil des hommes, des femmes et des enfants qui fuient la misère et les guerres.

En vérité, les mauvais choix s'enchaînent, fragilisant les perspectives de paix et générant des guerres qui suscitent des interventions militaires pour des « *motifs humanitaires* ».

Le Mouvement de la Paix est pleinement solidaires des exigences de la jeunesse et du peuple malien, qui ont été soulagés de l'arrêt de la progression des terroristes islamistes mais refusent dans le même temps la fossilisation de cette situation aux cris de « plus jamais ça ! ».

Il est temps de sortir de ces spirales néfastes qui font perdurer des formes d'interventionnisme héritées du passé colonial et de refonder des relations sur la base du respect mutuel, de l'indépendance politique et économique, d'accords de coopération et de solidarité pour la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.

Ce n'est pas de militaires dont ont besoin les peuples d'Afrique mais que les pays développés cessent de considérer ce continent comme leur poubelle et reconnaissent leur responsabilité dans le réchauffement climatique et mettent en exécution les recommandations de la COP21 & 22.

Ce n'est pas de plus de militaires dont ont besoin les peuples africains mais de partenariat et de coopérations répondant équitablement aux demandes économiques, sociales et culturelles des peuples pour un développement durable. Ces coopérations supposent des politiques de prix équitables rémunérant les matières premières, les productions, les biens et services mis en œuvre afin de préserver les productions locales, sauvegarder la diversité biologique végétale et culturelle et permettre un développement endogène des sociétés africaines.

A cet effet, il convient aussi de revoir le fonctionnement de la zone franc, voire de la supprimer, car elle profite d'avantage - de par sa nature - aux multinationales françaises (Bouygues, Areva, Air France, BNP, Société Générale, Bolloré Total, Eiffage, Orange, etc.) ; qu'aux acteurs africains locaux.

Dans ce contexte, le Mouvement de la Paix condamne les politiques de libéralisation à outrance de tous les secteurs d'activité des pays africains sous la férule du Fonds monétaire international (FMI) mais s'oppose aussi au nouveau projet d'accord de libre-échange avec les pays africains.

Le Mouvement de la Paix exige en conséquence que la France et l'Union européenne agissent afin de permettre aux Etats africains de reconquérir la souveraineté de leurs politiques économiques, monétaires et financières qui est une condition nécessaire pour des partenariats justes et équilibrés. C'est pourquoi le Mouvement de la Paix est opposé à un traité de libre-échange pour le continent africain. Il demande avec d'autres organisations que des **audits citoyens soient mis en place sur la dette des pays liés à la zone Franc.**

Enfin en matière de commerce, **ce n'est pas de commerce des armes dont ont besoin les peuples africains mais de solidarité internationale et d'échanges solidaires entre les peuples.** Ce n'est ni dans les bourses de Paris, de Londres, de New York, de Moscou etc. que doit se décider l'avenir des peuples d'Afrique, pas plus que dans les conseils d'administrations des sociétés d'exportations d'armes qui sont au cœur du complexe militaro-industriel.

Le Mouvement de la Paix exige de la France et de l'Union européenne des politiques nouvelles basées sur la solidarité entre les peuples et le respect de la souveraineté des Etats afin de permettre aux populations africaines et européennes de vivre, de travailler au pays, et aux migrants d'être accueillis dans les pays de migrations de manière

digne, sûre et solidaire, dans le respect des droits humains fondamentaux.

Pour la paix et la sécurité en Afrique, l'objectif doit être de satisfaire au plus vite les besoins des peuples d'Afrique en matière d'éducation, de santé, de développement économique social et culturel dans le cadre d'Etats stables et protecteurs pour lesquels l'Union Africaine et les Nations Unies sont des cadres obligés pour la construction d'un avenir pacifié pour l'Afrique.

De telles politiques seraient plus utiles pour la sécurité de la France et des populations résidant en France que l'engagement irresponsable de la France dans un processus de doublement des crédits consacrés aux armes nucléaires et l'augmentation globale de 10 milliards d'Euros du budget militaire de la France sur 3 ou 4 ans qui ne contribuent qu'à encore plus militariser les relations internationales et empêcher l'instauration de politiques de sécurité commune entre l'UE et l'UA. L'exemple de ce continent qui est une Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) devrait inciter la France et l'UE à faire de l'Europe une ZEAN, surtout au moment où l'ONU a inscrit dans son calendrier 2017 la rédaction d'un traité d'interdiction des armes nucléaires.

Pour toutes ces raisons, Le Mouvement de la Paix appelle au développement d'actions solidaires et partenaires entre les peuples d'Afrique et d'Europe pour la réalisation de leurs droits économiques sociaux, culturels et politiques respectifs sur la base de la souveraineté des peuples et des Etats.

A Paris, le 15 janvier 2017

Le Mouvement de la Paix